

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Grave revers politique pour le 14-Mars : Mikati reste, Hariri et Siniora reculent

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 22 OCTOBRE 2012



**Le général Wissam el-Hassan (directeur adjoint des Forces de sécurité intérieures) a été assassiné, le 19 octobre 2012 à Achrafieh (Beyrouth). L'attentat a causé la mort de 7 autres personnes et fait plus de 86 blessés graves.**

## Grave revers politique pour le 14-Mars : Mikati reste, Hariri et Siniora reculent

**P**ar Pierre Khalaf

Comme il le fait depuis l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, en 2005, le 14-Mars a encore une fois utilisé, dimanche, un attentat non revendiqué pour tenter d'atteindre son objectif obsessif, qui consiste à reprendre le pouvoir au Liban, même au prix d'une grave discorde.

Avant d'attendre les résultats de l'enquête qui vient tout juste de

commencer, le 14-Mars a décidé que c'est la Syrie qui a assassiné le général Wissam al-Hassan, chef de la section du renseignement des Forces de sécurité intérieure (FSI). Et dans une logique défaillante à tous les égards, la coalition pro-US a estimé que le gouvernement libanais, « *contrôlé par Damas et le Hezbollah* », devait partir, allant même jusqu'à accuser le Premier ministre Najib Mikati d'être responsable de la mort de l'officier des FSI. Les dirigeants du 14-Mars font semblant d'oublier que c'est ce même Mikati qui a refusé de céder aux demandes du 8-Mars (le Hezbollah et ses alliés) et du Courant patriotique libre (CPL, du général Michel Aoun), de remplacer Wissam al-Hassan, jugé trop proche de Hariri. C'est Mikati également qui a signé en début d'année le décret promouvant le défunt au grade de général. C'est enfin Mikati qui a financé le Tribunal spécial pour le Liban, en dépit des objections du Hezbollah.

Najib Mikati n'est donc pas la marionnette que le 14-Mars essaie de dépeindre. C'est un centriste, qui dispose d'une grande marge de manœuvre, et qui n'est pas hostile « *par principe* » au Hezbollah.

Le 14-Mars a donc pensé pouvoir rééditer le scénario de 2005, en mobilisant les foules, en les orientant, et en instrumentalisant un attentat attribué à la Syrie.

Sur ce plan, il est important de souligner que Wissam al-Hassan est peut-être un adversaire de la Syrie. Il est responsable de l'arrestation de l'ancien ministre Michel Samaha, le 9 août, soupçonné de préparer des attentats contre des responsables de l'Armée syrienne libre au Liban, pour le compte de Damas. Mais le 14-Mars fait semblant d'oublier (décidément, cette amnésie est très sélective) que Wissam al-Hassan est responsable du démantèlement de 36 réseaux d'espionnage israéliens au Liban et de l'arrestation de dizaines de collaborateurs. C'est aussi un ennemi implacable des cellules d'Al-Qaïda (surtout celles qui refusent d'être instrumentalisées).

Depuis l'assassinat du général al-Hassan, le 14-Mars s'emploie à exacerber les tensions, en développant un discours agressif, menaçant et sectaire. Venu le jour des funérailles, les gens sont prêts à exploser.

Effectivement, les obsèques se sont transformées en violents

affrontements entre des manifestants qui réclament la démission de Najib Mikati et les forces de l'ordre. À peine l'office religieux terminé, une foule en colère s'est dirigée vers le siège du Premier ministre Najib Mikati, situé à 500 mètres du lieu de la manifestation, dans le centre-ville de Beyrouth.

Les manifestants ont été entraînés par un cheikh sunnite extrémiste, Oussama Rifaï —limogé par Dar el-Fatwa—, qui a arraché le microphone des mains du principal orateur, le mufti du Liban-Nord, cheikh Malek Al-Chaar, pour lancer une violente diatribe contre le Premier ministre libanais, la Syrie et le Hezbollah et inciter les gens à « agir ». Ensuite, l'ancien Premier ministre Fouad Siniora a pris la parole, pour poursuivre sur la même lancée. « *Le gouvernement est responsable du crime qui a tué Wissam. C'est pourquoi il faut qu'il parte. Mikati, tu ne peux plus rester à ton poste pour couvrir ce crime. Si tu restes, c'est-à-dire que tu es d'accord avec ce qui s'est passé et avec ce qui se passera* », a-t-il encore dit.

Dernier à entrer en scène, un journaliste de la chaîne de télévision Futur TV de Saad Hariri, qui a carrément appelé les gens à marcher sur le Grand-Sérail.

En fait, tout était préparé. Des groupes de jeunes, armés de bâtons, de barres de fer et de bouteilles vides ont attaqué les forces de l'ordre. Les manifestants ont réussi à forcer le premier cordon de sécurité et sont arrivés à quelques mètres de l'entrée du Grand-Sérail.

Les manifestants étaient essentiellement formés d'islamistes extrémistes brandissant les étendards noirs d'al-Qaïda, d'éléments des partis chrétiens du 14-Mars (Forces libanaises, Kataëb et PNL) et de militants du Courant du futur, de Saad Hariri.

Les forces de l'ordre ont ensuite réussi à repousser les manifestants à coups de gaz lacrymogène et de tirs de sommation. L'Armée libanaise a envoyé des renforts, permettant aux forces de l'ordre de reprendre l'initiative.

Ayant sans doute été réprimandé par ses alliés occidentaux et du Golfe à cause de cet acte irresponsable qui risquait de plonger le Liban dans le chaos, Saad Hariri a appelé ses partisans, dans un message diffusé par les télévisions, à « *se retirer immédiatement de la rue* ». Embarrassé par la tournure des événements, il s'est

déclaré opposé à toute attaque contre le Grand-Sérail. Quelques minutes plus tard, Fouad Siniora, est apparu sur les écrans de télévision pour appeler, lui aussi, au calme. « *Il est inadmissible que le Grand-Sérail, qui est une institution de l'État libanais, soit prise pour cible, a dit ce proche de Hariri. Vous devez tous sortir des rues et cesser les actes de violences. Allez plutôt vous recueillir sur la tombe de Wissan al-Hassan* ».

Le mufti sunnite de la République, cheikh Mohammad Rachid Kabbani, est également intervenu en soirée pour dénoncer les tentatives de « *renverser le gouvernement par la force, à travers la rue* ». « *Hier, aujourd'hui et demain, nous ferons face à ce genre de comportements* », a-t-il dit.

Après ces interventions le calme est progressivement revenu, le nombre de manifestants a baissé et la violence a cessé.

Cet épisode constitue un revers politique énorme pour le 14-Mars, qui perd ainsi l'initiative politique pour n'avoir pas compris et décodé les signaux envoyés par l'Occident et ses alliés arabes.

En effet, Najib Mikati a résisté à la première vague de pressions en annonçant qu'il restait au pouvoir dans l'intérêt national. En fait, son gouvernement bénéficie d'une forte couverture de la part de Washington, des États européens influents, et des pays arabes du Golfe. Les ambassadeurs des États-Unis, de France et de Grande-Bretagne à Beyrouth, ont ouvertement appelé à la solidarité et à l'unité entre les Libanais, invitant le gouvernement à assumer ses responsabilités.

Ces pays craignent le vide au niveau du pouvoir exécutif en cas de chute du gouvernement et le chaos qui en résulterait.

Des funérailles officielles avaient auparavant été organisées pour Wissam al-Hassan dans une caserne de la police, en présence du président de la République, Michel Sleiman. Le chef de l'État a appelé la justice libanaise à rendre public l'acte d'accusation dans le dossier de l'ancien ministre pro-syrien Michel Samaha, arrêté le 9 août par al-Hassan, et accusé « *d'avoir préparé des attentats au Liban pour le compte de la Syrie* ».

Demandera-t-il à cette même justice de bouger pour poursuivre ceux qui ont incité à la violence, au risque de plonger le Liban dans les affres de la guerre civile ?

## Déclarations et prises de positions

**Béchara Raï**, patriarche de l'Église maronite

*« Certains pays ont exploité indument les manifestations populaires au Moyen-Orient. De telles manifestations incitent aux réformes politiques, sociales et économiques. Les pays qui exploitent les mouvements populaires, tentent de soutenir les protagonistes avec des armes et d'exacerber la violence et la guerre au lieu de trouver des solutions pacifiques en termes de dialogue. La situation chaotique provoquant les agressions injustifiées dans les pays du Moyen-Orient, tels l'Irak, l'Égypte et la Syrie, sont déplorables. »*

**Lakhdar Brahimi**, émissaire international en Syrie

*« Le conflit syrien pourrait mettre la région à feu et à sang, si un règlement n'est pas trouvé. Cette crise ne peut pas rester confinée indéfiniment au territoire syrien. Soit elle est réglée, soit elle s'aggravera et débordera. Le peuple syrien, toutes tendances confondues, enterre chaque jour une centaine de personnes. Ne peut-on pas demander que ce bilan baisse à l'occasion de la fête de l'Adha ? Ce ne sera sans doute pas une fête heureuse pour les Syriens, mais au moins faisons en sorte qu'elle soit moins triste. Si le gouvernement syrien accède à cette demande —et d'après ce que j'ai entendu il y a de l'espoir— et si l'opposition accepte cette proposition, comme elle nous l'a dit, cela sera un très petit pas, un pas microscopique vers un cessez-le-feu plus global qui entraînerait le retrait de l'artillerie lourde, l'arrêt des flux d'armes de l'étranger, puis une solution politique. Aucun responsable n'a évoqué avec moi la question de l'afflux d'armes à partir des pays voisins de la Syrie, ni d'ailleurs celle d'une éventuelle participation d'éléments du Hezbollah aux combats en Syrie. Au cours de ma tournée dans les pays régionaux ayant une influence sur la crise syrienne, aucun d'eux n'a montré une quelconque satisfaction face à ce qui se passe en Syrie. Mais ces pays doivent prendre conscience du fait que la crise syrienne ne peut pas s'éterniser ainsi. Soit elle est réglée, soit elle s'étend et brûlera tout sur son passage. Nous discutons avec toutes les parties pour arrêter le bain de sang et permettre aux Syriens de régler eux-mêmes leurs*

*problèmes. Tout le monde dit que le bain de sang doit s'arrêter, mais chacun des deux camps en rejette la responsabilité sur l'autre. Nous devons voir comment sortir la Syrie du gouffre dans lequel elle est tombée. »*

**Michel Aoun, projet du Courant patriotique libre**

*« Samir Geagea s'exprime comme s'il ne savait rien de la sociologie et des règles de la guerre et de la paix. Il ne sait pas quand les choses doivent commencer et quand elles doivent finir. Est-il une seule guerre qui ne se termine pas ? Quelles sont les parties qui doivent faire la paix ? Les frères qui s'entendent et coexistent ou les ennemis qui se combattent ? S'il ne comprend pas ces choses élémentaires, a-t-il le droit de s'occuper de société et de faire des discours ? La réconciliation n'a-t-elle pas eu lieu entre l'Allemagne et la France après trois guerres ? Mais d'où allons-nous importer des gens éduqués et cultivés au plan politique pour pouvoir enfin discuter avec eux ! Il me demande à chaque fois si j'ai pardonné au régime syrien. Qu'il aille donc les tuer, puisque la guerre est en cours chez eux ! On ne fait pas de politique avec les émotions ! Qui facilite l'évasion des prisonniers de Roumié ? Je suis sûr que ce ne sont pas les anges Michel et Gabriel, mais des officiers à l'intérieur de la prison. Il y a des démons au sein des forces de l'ordre. Les FSI avaient déjà comploté avec Fateh el-Islam pendant la guerre de Nahr el-Bared. Comment peuvent-ils arrêter un espion à la solde d'Israël et ne pas contrôler un établissement pénitentiaire ? La section des renseignements des FSI n'a découvert aucun crime et n'a mis la main sur aucun prisonnier. C'est la responsabilité de Wissam el-Hassan et d'Achraf Rifi. »*

**Vladimir Poutine, président de Russie**

*« Seules des sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'Onu peuvent servir de base à une limitation des fournitures d'armes. Dans tous les autres cas, personne ne peut sous aucun prétexte dicter à la Russie la manière dont elle doit faire commerce et avec qui. »*

**Ali Abdel Karim Ali, ambassadeur de Syrie au Liban**

*« La guerre et le complot contre la Syrie se sont heurtés à une impasse. Alors que certains s'attendaient à un changement radical,*

*ils cherchent aujourd'hui des issues qui leur seront moins dramatiques. Nous ne prétendons pas que tout est fini, mais la fin approche. Bien que les tragédies et les souffrances causées par les gens haineux se poursuivent, le peuple fait preuve de plus de courage face aux gangs auxquels on a payé beaucoup d'argent de plusieurs parties du monde. De plus, la communauté internationale, qui s'était mobilisée derrière les États-Unis et l'Occident, commence aujourd'hui à chercher des issues qui lui sauveraient la face. Si l'afflux d'armes et les campagnes médiatiques s'arrêtent, la crise en Syrie arrivera à son terme parce que les Syriens se retrouveront autour d'une table de dialogue. »*

## Revue de presse

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 19 octobre 2012)

Le député du Bloc du Hezbollah, Ali al-Moqdad, a soulevé une série d'interrogations en s'adressant à Saad Hariri : Que fait le député du Bloc du Futur, Okab Saker, auprès de l'Armée syrienne Libre ? Etes-vous au courant des activités que Saker est en train de mener ? En êtes-vous satisfait ? L'auriez-vous chargé de cette mission ? Okab Saker est-il le seul député du Courant du Futur à être actif en Syrie ? Les jours à venir révéleront-ils l'implication d'autres membres du Bloc du courant bleu dans la gestion de la guerre en Syrie ? Il a ensuite ajouté : « *Si l'on suppose que ce comportement se produit indépendamment du Parti du Futur, faut-il s'attendre à un démenti officiel de la part de Hariri ?* ». Et Moqdad d'enchaîner : « *Est-il possible que l'un des membres de l'Assemblée nationale représentant le peuple libanais au sein de l'hémicycle intervienne publiquement dans les affaires d'un autre pays, et ce par le soutien financier de pays tiers et conformément aux instructions et directives de parties régionales et internationales ? Qui est-ce qui doit assumer la responsabilité d'avoir attisé le feu de la guerre en Syrie faisant fi des conséquences de l'envenimement de la situation dans le pays ?* »

**As Safir** (19 octobre 2012)

Il a bien fait le Hezbollah et son secrétaire général, sayyed Hassan Nasrallah, de choisir un timing qui a apporté au rapport périodique relative à la résolution 1559 une valeur ajoutée ! Le voilà le drone *Ayyoub* qui donne de la consistance au 16ème rapport du surveillant « *israélien* », Terry Roed-Larsen. Le voilà le « *poison* » libanais qui fait son effet.

Le rapport des Nations unies s'est basé essentiellement, dans son introduction tout comme dans sa conclusion, sur l'approche adoptée par les forces du 14-Mars à l'égard du drone du Hezbollah qui a suscité l'inquiétude des États-Uniens et des Israéliens, sur les positions accusant le Hezbollah d'être impliqué dans les combats en Syrie ainsi que sur les « *rapports documentés* » évoqués par l'opposition libanaise.

La plus haute instance internationale se transforme de nouveau en une plateforme d'attaque contre la Résistance au Liban. D'une part, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon fait sienne la logique israélienne et de l'autre il fait fi des menaces et de violations israéliennes quotidiennes de la souveraineté du Liban.

Le langage employé dans ce rapport depuis 8 ans est tel quel, tout comme son contenu, qui décrit toujours la Résistance comme étant « *un danger contre la stabilité du pays.* »

**As Safir** (19 octobre 2012)

Daoud Rammal

Une source diplomatique à Beyrouth a affirmé que l'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe, Lakhdar Brahimi en Syrie, a fait une impression positive lors de sa rencontre avec ses interlocuteurs au Liban. Le diplomate onusien a tenté dès le tout début de sa mission de s'écarter des facteurs susceptibles de torpiller ses efforts, et ce en refusant de se plier aux désidératas des acteurs influents sur la crise syrienne. La source précitée dévoile des informations relatives aux 1ères étapes de la mission de Brahimi. Lors de la visite de ce dernier au Caire, laquelle coïncidait avec la réunion des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe, le secrétaire général de la Ligue, Nabil el-Arabi, lui aurait fait savoir que le ministre qatari des Affaires étrangères, cheikh Hamad Bin Jassem al-Thani, souhaitait le rencontrer à l'hôtel où il séjournait. Brahimi aurait répondu que si le ministre qatari souhaitait le voir il devait venir à sa rencontre

et non pas le contraire, avant de lui faire savoir par l'intermédiaire d'un responsable qatari qu'il ne travaille pas pour son compte, et qu'il ne reçoit pas des ordres ni de lui ni de qui que ce soit. Il aurait également affirmé qu'il n'accepte pas qu'on lui demande d'appliquer un plan ou une feuille de route mis au point d'avance. Le diplomate libanais a considéré que la position de Brahimi fut un message clair aux pays dont les politiques ont contribué à l'échec des solutions et à l'exacerbation de l'effusion de sang en Syrie.

**As Safir** (18 octobre 2012)

Mohammad ballout, Paris

Le ministère français des Affaires étrangères a réuni hier les chefs de 5 conseils révolutionnaires civils syriens au Quai d'Orsay, en présence des représentants diplomatiques des Pays Amis de la Syrie. La réunion visait à trouver un mécanisme de coopération entre les États désireux d'accorder des aides à l'opposition syrienne en Syrie afin de lui permettre de gérer la vie quotidienne des Syriens. Son objectif consistait aussi à permettre aux conseils révolutionnaires civils d'administrer les zones libérées.

Il convient toutefois de noter que la déclaration du chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, à l'issue de la réunion, était visiblement affectée par la dernière position de la Russie, exprimée par Sergueï Lavrov lors de la réunion de Luxembourg. Le ministre russe des AE avait affirmé que les Européens ne savaient rien du Moyen-Orient et qu'ils risquaient de déstabiliser la Jordanie et le Liban. Il avait également tranché que le président Bachar El Assad restera au pouvoir, considérant que l'alternative au régime syrien sera le chaos et le retour des djihadistes. Fabius a répondu lors de la conférence de presse que si les combats se poursuivent en Syrie les extrémistes prendront le dessus. Un diplomate français a affirmé à cet égard que Moscou a changé sa position vers le pire. Les Russes, a-t-il dit, se sont rétractés de l'Accord de Genève qui préconise le départ d'El Assad et la formation d'un gouvernement doté de larges prérogatives exécutives, car ils ont senti que la balance des forces sur le terrain leur devient favorable.

Cette situation, écrit l'auteur, a dissipé l'optimisme de Fabius quant à la possibilité de parvenir à un cessez-le-feu tel que prôné par l'émissaire Lakhdar Brahimi. Le ministre a affirmé sur ce sujet

que « *le cessez-le-feu est un très bon objectif, mais qu'il doit être assorti des moyens de l'observer. Or, pour le moment, ces moyens ne sont pas recueillis* ».

Des diplomates occidentaux qui ont rencontré des opposants syriens il y a deux jours à Paris ont considéré que la dernière position des Russes est imputable au fait qu'ils misent sur une amélioration de la position d'el-Assad à l'intérieur de la Syrie. Une source de l'opposition syrienne, a affirmé par ailleurs que les diplomates occidentaux sont venus à Paris pour les convaincre de resserrer leurs rangs en amont de la réunion qui aura lieu à Doha les 2 et 3 décembre concernant le Conseil National Syrien. Les Qataris, les Turcs et les Occidentaux œuvrent à faire réussir cette réunion, dans une tentative de renouveler les efforts visant à élargir le conseil et augmenter le nombre de ses membres à 400 personnes. Toutefois, des personnalités qui ont participé à la réunion de Paris prévoient l'échec de la réunion de Doha. Ils disent qu'il serait improbable de parvenir à l'élargissement du conseil ou d'élire un successeur à son président actuel Abdel Basset Sida, d'autant plus que de nombreuses figures et forces de l'opposition refusent d'y participer et ce en dépit des efforts fournis par le Qatar pour assurer son succès.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Rosanna Bou Mouncef (18 octobre 2012)

Le Premier ministre Najib Mikati a fermement pris position au sujet du drone lancé par le Hezbollah. Il a en effet considéré que cet acte allait à l'encontre de l'entente nationale. Dans le même contexte, le président Michel Sleiman est récemment revenu sur la couverture dont bénéficiai le Parti. Le Hezbollah n'a donc plus à ses côtés que ses alliés chiites et chrétiens. Walid Joumblatt, quant à lui, s'est abstenu de tout commentaire, voulant sans doute éviter d'avantage de division sur la scène politique libanaise.

En outre, l'État libanais a décidé de garder ses distances par rapport aux déclarations du ministre Adnane Mansour qui ont poussé la communauté internationale à demander des clarifications quant à la position officielle du Liban sur le sujet. À cet égard, les positions fermes de Mikati et de Sleiman mettent le Hezbollah dans une situation difficile. Cependant, il ne faudrait pas se leurrer, ces

positions ne peuvent en aucun cas garantir la sécurité du Liban au cas où une guerre aurait été décidée à l'échelle régionale. Il n'en demeure pas moins que le Hezbollah a besoin d'une couverture libanaise, d'autant que la moitié des Libanais, au moins, s'opposent à ce que le Parti puisse décider, à lui tout seul, de la guerre ou de la paix.

Certains observateurs estiment que les principales complications et difficultés découlant des actes du Hezbollah sont les suivantes : La position prise par le ministre libanais des Affaires étrangères, qui a exprimé son point de vue sans consulter ni le président, ni le Premier ministre. Cette attitude contribue à saper le rôle de la politique étrangère du pays ; la stabilité dans le pays prônée par le Hezbollah ne peut être garantie lorsque le parti ouvre largement la porte à des facteurs de risque et participe à l'élargissement du fossé entre les factions libanaises. Cela vaut pour l'incident du drone mais aussi pour la participation du Hezbollah au combat armé en Syrie, aux côtés du régime.

**Al Akhbar** (Quotidien libanais proche de la majorité, 19 octobre 2012)

Radwan Mortada

Dans un communiqué publié par son bureau de presse, Saad Hariri sort de son silence pour défendre son allié, Okab Sakr. Le communiqué confirme « *qu'Okab Sakr est chargé par Saad Hariri de suivre la situation en Syrie et de coordonner avec les forces de l'opposition syrienne pour organiser le soutien du Courant du futur au peuple syrien, face aux crimes du régime* ». Dans le communiqué, il est également précisé que le soutien du Courant vise surtout à fournir une aide humanitaire aux victimes. Intentionnellement ou pas, Saad Hariri omet de mentionner qu'Okab Sakr est considéré comme le premier marchand d'armes en Syrie et qu'il refuse d'accorder la moindre assistance humanitaire. Certaines sources de l'opposition syrienne affirment même détenir des documents audiovisuels pour le prouver. Plus encore, lorsque Saad Hariri parle d'une « *coopération politique* », il signifie sans doute les enlèvements et les crimes commis par les groupes armés qu'il finance.

En outre, selon des sources sécuritaires, le colonel Amid Hammoud,

retraité de l'armée libanaise et chargé de sécurité au sein du Courant du futur, aurait ouvert un bureau au Nord du Liban pour distribuer des armes, entraîner des jeunes au combat et, éventuellement, les envoyer en Syrie. Les sources affirment aussi que ces jeunes participent également à tous les conflits armés qui éclatent à Tripoli, sans compter l'implication du colonel dans l'affaire du navire *Lutfallah II*.

Tout ceci confirme que le retour en arrière est désormais impossible. Une nouvelle donne est établie : Si le régime syrien demeure au pouvoir, les colombes de la révolution libanaise tomberont. Il s'agit donc, pour Hariri comme pour Sakr, d'une lutte existentielle durant laquelle tous les moyens sont permis.

#### **Al Akhbar** (19 octobre 2012)

L'ancien Premier ministre, Saad Hariri, s'est indigné contre ce qu'il a qualifié de « *campagne de diffamation contre le Courant du futur* » accusant le député Okab Sakr de fournir des armes aux groupes armés de l'opposition syrienne. Trop occupé par la crise financière de son parti et par son compte Twitter, le leader du Courant a dû oublier que la presse étrangère avait une longueur d'avance sur la presse libanaise puisque de nombreux articles ont déjà été publiés, dévoilant les actions d'Okab Sakr.

Malgré les critiques virulentes qu'il adresse au Hezbollah pour sa participation au combat aux côtés du régime syrien, celui qui brandit le slogan « *Le Liban avant tout* » n'a pas hésité à déclarer qu'il avait chargé Okab de suivre la situation en Syrie et de coordonner avec les forces de l'opposition syrienne pour organiser le soutien du Courant du futur au peuple syrien, face aux crimes du régime.

Quant à la presse étrangère, elle aborde abondamment le sujet. Le quotidien britannique *The Guardian* publie un article intitulé « *Le sauveur* », dans lequel il écrit qu'Okab Sakr est chargé de fournir des armes à l'opposition syrienne et qu'il est même célèbre dans les rangs des groupes armés qui militent contre le régime d'Assad [1]. Le quotidien estime que le rôle joué par Sakr est inadmissible vu les divergences de points de vue aux États-Unis, en Arabie Saoudite et au Qatar au sujet de l'armement de l'opposition. Plus encore, le *New York Times* écrit que l'Arabie saoudite et le

Qatar fournissent de l'artillerie légère aux groupes armés depuis des mois déjà [2]. Cependant leur proposition de fournir de l'artillerie lourde s'est heurté au veto des États-Unis qui craignent que cette artillerie ne se retrouve entre les mains de terroristes.

La presse française ne demeure pas en reste sur le sujet. En effet, *Le Figaro* aborde également l'affaire Sakr dans un rapport détaillé portant sur le conflit entre le Qatar et l'Arabie saoudite qui se disputent le contrôle des groupes armés en Syrie [3].

#### **Al Akhbar** (18 octobre 2012)

Hyam Kousseifi

Le chef des Forces libanaises (FL), Samir Geagea, est récemment rentré de sa visite en Arabie saoudite avec une feuille de route pour les élections législatives et pour la période qui les suivra. Il a convenu de cette vision avec son allié, Saad Hariri. Au Liban, Geagea a entamé une série de concertations, notamment avec le député Walid Joumblatt, dans le but de prévoir la constitution du gouvernement post-élections.

Le chef des FL affirme dans ce contexte à *Al-Akhbar* au sujet des élections législatives que la décision devrait être prise avant la fin de l'année. Il a également mis en garde contre certains partis libanais qui désireraient pousser l'échéance jusqu'à la nouvelle année. Geagea déclare aussi que le seul critère devrait être la représentation juste et équitable tout en réitérant qu'il refusait catégoriquement le retour à la loi de 1960. Ce dernier a également nié toute relation entre le projet de loi et les préparatifs pour la présidentielle. Il déclare à cet effet : « *Sleiman ne changera pas de position, il refuse la prorogation de son mandat* ».

D'autre part, Geagea confirme que les Forces Libanaises continueront de boycotter les séances de dialogue national : « *Rien n'a changé. Le Hezbollah n'est pas encore prêt à discuter de ses armes ou d'une stratégie nationale de défense. L'incident du drone est un exploit de la technologie iranienne et non une victoire pour le Liban* ».

#### **Al Joumhouria** (Quotidien proche du 14-Mars)

Assaad Béchara (19 octobre 2012)

Le coordinateur du Parti Kataëb, le député Sami Gemayel, s'est demandé s'il n'avait pas le droit de répondre lorsque le secrétaire

général du 14-Mars, Farès Souhaid, le critique sur les écrans de télévision devant des centaines de milliers de personnes. « *Nous avons un problème avec le secrétariat général qui s'est transformé en un groupe qui travaille et décide sans nous consulter, a déclaré M. Gemayel. Nous avons remarqué que le secrétariat général publie des communiqués une heure avant ses réunions hebdomadaires. Nous l'avons plusieurs fois signalé mais comme rien ne changeait nous avons décidé de nous retirer* », a ajouté le député.

Et M. Gemayel de poursuivre : « *Nous souffrons d'un manque de démocratie à l'intérieur du 14-Mars et nous devons consacrer la pratique démocratique dans nos relations. Nous avons été attaqués dans beaucoup de nos positions. Dans l'affaire du Akkar, nous avons appelé à cesser les discours qui s'en prennent à l'Armée libanaise. Nous avons été attaqués car nous avons voulu redresser la situation pour éviter que le 14-Mars n'emprunte un mauvais chemin. Nous sentons que certains veulent creuser un fossé entre les partisans du 14-Mars et ceux des Kataëb.* »

M. Gemayel a ajouté qu'il s'était opposé à certaines pratiques dans le dossier syrien susceptibles de constituer une menace pour le Liban. « *Notre soutien à la révolution syrienne est clair, a-t-il dit. Nous avons eu des réunions publiques avec l'opposition syrienne pour encourager une transition vers la démocratie. J'ai moi-même arrangé les rendez-vous du président Amine Gemayel en Turquie avec des opposants syriens. Mais en même temps, nous ne voulons pas que le Liban paye le prix de ce qui se passe en Syrie. Nous ne voulons pas que le 14-Mars glisse vers un soutien de nature autre que politique* ».

#### **Al Joumhouria (19 octobre 2012)**

Selon des sources diplomatiques arabes informées, le commandement du Hezbollah a pris une décision stratégique consistant à renflouer le gouvernement de Najib Mikati face au Courant du futur, à l'approche des élections législatives, prévues en mai 2013. Cette décision est définitive, d'autant plus qu'elle survient à la suite de l'annonce par l'ancien Premier ministre Saad Hariri et par le chef des Forces libanaises Samir Geagea, de leur refus de former un gouvernement d'union nationale et du retour de Nabih Berry à la présidence de la Chambre.

## L'Orient–Le Jour (Quotidien francophone proche du 14–Mars)

Scarlett Haddad (19 octobre 2012)

« *Je ne suis pas inquiet pour l'immédiat, mais pour le futur.* » C'est par cette phrase qu'un responsable sécuritaire résume la situation actuelle du pays. Selon lui, les Libanais mettent chaque jour un peu plus les pieds dans le plat syrien, sur fond d'ambitions et d'intérêts électoraux, sans penser aux conséquences de leurs actions sur l'avenir du pays.

Il y a quelques années, la Syrie facilitait le passage des jihadistes islamistes vers l'Irak pour combattre les troupes américaines. Le régime syrien se croyait très fort et imperméable aux tentatives de déstabilisation. Aujourd'hui, la Syrie est devenue la scène privilégiée du jihad et rien n'indique qu'une issue à la crise soit en vue. Les combattants de l'islam y affluent de tous les coins du monde musulman et il devient de plus en plus difficile de les absorber dans des formations existantes. Les Libanais devraient donc tirer la leçon de cette expérience. Mais au lieu de cela, ils sont en train de s'impliquer allègrement dans la crise syrienne. Le Liban est ainsi en train de se transformer en base arrière (*Ard nosra*, en termes salafistes). Mais en général, celle-ci est appelée à moyen ou long terme à se transformer en terre de jihad. L'armée confisque d'ailleurs régulièrement des armes envoyées vers la Syrie, mais les personnes arrêtées parviennent par des tours de passe-passe à sortir de prison et tout est à refaire. De plus, la tension confessionnelle est telle que la moindre action sécuritaire est détournée à des fins confessionnelles, paralysant ainsi l'action de ceux qui sont chargés de veiller à la stabilité.

À cet égard, le responsable sécuritaire qualifie la vaste opération menée par l'armée dans la Békaa d'action positive, qui permet de mettre un terme aux abus de tous genres qui avaient lieu dans cette région. Quelque part, le duo chiite (Amal et le Hezbollah) a donné son aval à l'exécution de cette opération en retirant sa couverture à tous les contrevenants. Elle a d'ailleurs été annoncée par le président de la Chambre en personne, pour bien montrer qu'elle bénéficie de l'appui total des deux formations. Ce qui est sans doute en leur honneur. Mais c'est aussi surtout dans leur intérêt. Amal et le Hezbollah n'arrivaient en effet plus à contrôler les tribus qui se partageaient le pouvoir dans les régions chiites et

rançonnaient la population, tout en lui faisant subir de nombreuses vexations. En même temps, les deux formations chiites ne voulaient pas entrer en confrontation avec ces clans et ces tribus, dont certains des membres sont enrôlés dans leurs rangs. Elles ont ainsi laissé faire l'armée, et l'opération sécuritaire sert ainsi à la fois les intérêts de l'État, de la population et des deux composantes politiques.

Une source sécuritaire précise à ce sujet que l'opération menée par l'armée dans la Békaa n'est pas liée aux informations relatives à la participation d'éléments du Hezbollah aux combats en Syrie aux côtés du régime syrien. La même source confirme la thèse développée par le Hezbollah selon laquelle il existe des villages chiites et chrétiens peuplés de Libanais du côté syrien de la frontière. Et les habitants de ces villages se battent parce qu'ils sont agressés, le conflit en Syrie ayant revêtu par certains aspects une coloration confessionnelle. L'opération menée par l'armée dans la Békaa, après celle de la banlieue sud, est donc appelée à se poursuivre dans l'intérêt de toutes les parties en présence.

L'armée a ainsi arrêté les membres de plusieurs réseaux qui enlevaient des personnes en exigeant des rançons ainsi que les membres d'autres réseaux qui exécutaient des hold-up dans les banques. Elle a aussi arrêté plusieurs trafiquants en tous genres. Elle souhaiterait agir de même dans les autres régions, mais les susceptibilités confessionnelles restent un obstacle de taille.

De même, la source sécuritaire précitée est loin d'être aussi rassurée par l'annonce par le Hezbollah de l'envoi d'un drone au-dessus d'Israël. Même si cette annonce est quelque part un signe de fierté pour le Liban, elle risque de compliquer la position de l'État, qui a d'ailleurs aussitôt été accusé de violer les dispositions de la résolution 1701 par l'administration américaine et d'autres membres de la communauté internationale. Pour le moment, il n'est pas prouvé que le drone ait été lancé à partir du territoire libanais. Il peut l'avoir été à partir de Gaza ou d'ailleurs. Mais dans tous les cas, cet exploit embarrasse les autorités libanaises. Le président de la République et le Premier ministre ne peuvent pas le couvrir car il constitue en pratique une violation de la résolution 1701 de l'ONU, et même si celle-ci est régulièrement violée par les Israéliens, l'État libanais ne peut pas officiellement

parrainer une telle action, d'autant qu'on ignore jusqu'à présent quelle sera la réaction d'Israël.

Il est clair que le Hezbollah a sciemment choisi ce timing pour bien montrer que toutes les tentatives qui visent à l'affaiblir et à le discréditer ne peuvent pas le détourner de son objectif et de sa raison d'être, qui sont la résistance contre Israël et la défense du Liban face aux visées israéliennes. La campagne menée contre lui et les menaces dont il fait l'objet sont donc vaines et ne l'empêchent pas d'améliorer en permanence ses performances militaires et ses moyens. Mais en même temps, cette initiative a augmenté la tension interne et a alimenté une nouvelle polémique politique qui accentue son isolement interne puisque le chef de l'État et le Premier ministre n'ont pas pu l'appuyer ouvertement.

Au Liban, chaque partie tente donc de tirer la couverture vers elle, au détriment de l'État libanais et de ses institutions... À moins d'un sursaut national, l'avenir ne s'annonce donc pas serein, surtout que l'issue de la crise syrienne demeure floue.

#### **L'Orient-Le Jour (19 octobre 2012)**

Des propos plus ou moins hostiles au président de la Chambre, Nabih Berry, tenus par le chef des Forces libanaises, Samir Geagea, ont suscité une riposte sarcastique de la part du premier. M. Geagea, dont les déclarations étaient reprises par le site [nowlebanon.com](http://nowlebanon.com), a affirmé qu'en dépit du respect qu'il doit sur le plan personnel à M. Berry, « *il est impossible, du fait de son positionnement actuel, que nous puissions digérer sa présence au perchoir* » en cas de victoire du 14 -Mars en 2013.

Interrogé par la presse sur le point de savoir s'il avait évoqué des noms de candidats à la présidence du Parlement pour succéder à M. Berry lors de son récent entretien à Jddah avec l'ancien Premier ministre Saad Hariri, le chef des FL a dit : « *Nous n'avons évoqué aucun nom. Nous avons simplement dit que nous voulons un président de la Chambre qui soit en harmonie avec la majorité.* » Les propos de M. Geagea le concernant ayant été rapportés par des journalistes à M. Berry, ce dernier a répondu : « *Il a raison, lui ne peut pas me digérer, mais c'est moi qui le digère et le supporte.* »

#### **Haaretz (Quotidien israélien, 15 octobre 2012)**

Amos Harel

L'armée israélienne se prépare pour la prochaine guerre du Liban en se basant sur une banque de données plus précises. Le drone iranien lancé par le Hezbollah rappelle la complexité de l'équilibre des forces de dissuasion en présence. Le fait que le Hezbollah soit l'adversaire de la région le plus avancé n'est pas en doute. Dans ses discours, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, fait fréquemment allusion à l'utilisation de missiles de plus en plus précis et à la capacité de son organisation à frapper l'infrastructure civile d'Israël, ainsi que son plan (un peu moins plausible) pour conquérir la Galilée. En l'état actuel des choses, le Hezbollah est incapable d'utiliser ses armes lourdes —en particulier, ses missiles à moyenne et longue portée—. Employer ces roquettes contre Israël entraînerait la région dans une guerre que les chiites du parti de Dieu préfèrent éviter, pour l'instant. Pour sa part, l'appareil sécuritaire d'Israël fournit un effort continu pour maintenir son avantage dissuasif face au Hezbollah. Et les politiques agissent sur la scène internationale pour légitimer les mesures que le pays pourrait prendre si nécessaire.

Cette préparation diplomatique à la guerre est nécessaire. L'hypothèse de travail consiste à considérer qu'un nouveau conflit débiterait dans des circonstances défavorables, du point de vue d'Israël. Le Hezbollah exploiterait ses avantages tactiques, ses combattants se serviraient des populations civiles comme boucliers pendant qu'ils tireraient des missiles et des roquettes sur des cibles humaines sur le territoire israélien.

*Pierre Khalaf*

Source  
New Orient News (Liban)

---

[1] « [Arms supplies to Syrian rebels drying up](#) », par Martin Chulov et Ian Black, *The Guardian*, 11 octobre 2012.

[2] « [Citing US Fears, Arab Allies Limit Syrian Rebel Aid](#) », par Robert F. Worth, *The New York Times*, 7 octobre 2012. Information reprise par l'AFP : « [Saudis limit heavy arms for Syrian rebels](#) », 7 octobre 2012.

[3] « [Syrie : la révolte éclatée face au régime. L'Arabie saoudite et le Qatar rivalisent à coups de dollars auprès des groupes armés, bloquant leur union](#) », par Georges Malbrunot, *Le Figaro*, 11 octobre 2012.

---

Source : « Grave revers politique pour le 14-Mars : Mikati reste, Hariri et Siniora reculent », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 22 octobre 2012, [www.voltairenet.org/article176346.html](http://www.voltairenet.org/article176346.html)

